

Les sociaux-démocrates en tête des sondages, mais le parti populiste des Démocrates de Suède pourrait réaliser une percée aux élections législatives du 11 septembre

Comme tous les quatre ans, les Suédois sont appelés aux urnes le deuxième dimanche de septembre, soit cette année le 11, pour renouveler les 349 membres du *Riksdag* (chambre unique du Parlement), ainsi que l'ensemble de leurs représentants locaux : conseillers des assemblées locales des 20 comtés et conseillers des 290 municipalités du royaume. Ce calendrier électoral, qui fait coïncider les scrutins locaux et national, entraîne traditionnellement une forte participation et la prédominance des thèmes de politique nationale dans la campagne électorale.

Les Norvégiens et les Islandais vivant dans le royaume, les personnes possédant la nationalité d'un autre Etat mais enregistrées comme résidentes en Suède depuis au moins 3 ans consécutifs et les citoyens des 26 autres Etats membres de l'Union européenne sont autorisés à voter aux élections locales. Pour le scrutin législatif, les électeurs peuvent remplir leur devoir civique par correspondance dans tous les bureaux de poste du pays durant les 18 jours précédant la date des élections, soit cette année à partir du 24 août. Ils pourront ensuite, s'ils le désirent, annuler leur vote par correspondance en se rendant dans l'isoloir le jour du vote.

Pour la première fois dans l'histoire du pays, le nombre de Suédois nés à l'étranger qui peuvent voter à ces élections législatives est supérieur à un million : 1,2 million, soit 200 000 personnes de plus que lors du précédent scrutin du 9 septembre 2018, sur un total de 7,5 millions de votants.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Novus entre les 21 et 23 août, le Parti social-démocrate (SAP) est en tête des intentions de vote avec 28,2% des suffrages. Il est suivi par les Démocrates de Suède (DS), parti populiste de droite, qui, pour la première fois, prennent la deuxième place dans un sondage avec 22%. Le Parti des modérés (M), principal parti de la droite de gouvernement, recueillerait 17,5% ; le Parti de gauche (V) 8,5% ; le Parti de l'environnement-Les Verts (MP) 8% ; le Parti du centre (C) 6,9% ; les Libéraux (L) 6,1% et les Chrétiens-démocrates (KD) 5,1%.

Un sondage réalisé par l'institut Ipsos et publié au mois de juillet montre que 37% des Suédois souhaitent que la Première ministre Magdalena Andersson (SAP) conserve son poste ; 22% préféreraient voir le dirigeant du Parti des modérés, Ulf Kristersson la remplacer et 12% soutiennent le leader populiste de droite, Jimmie Akesson (DS).

Les sociaux-démocrates restent donc les favoris du scrutin législatif. Voir le Parti des modérés devancé par les Démocrates de Suède constituerait un événement extraordinaire pour le royaume scandinave. Et pour l'Europe. La scène politique suédoise, déjà de plus en plus fragmentée à chaque élection, pourrait se recomposer.

UNE MENACE POPULISTE DE PLUS EN PLUS FORTE

Les élections législatives du 9 septembre 2018 avaient confirmé l'éclatement du paysage politique suédois. Longtemps dominé par le Parti social-démocrate qui

Élections législatives en Suède

11 septembre 2022

traditionnellement bataillait avec une opposition de droite emmenée par le Parti des modérés, le pays avait su surmonter la crise de son Etat-providence (particulièrement généreux) et il était resté jusque dans les années 2010 épargné par la vague populiste qui déferlait sur de nombreux autres pays européens. Las, la situation a changé au cours de la dernière décennie. Les Démocrates de Suède, qui recueillaient 2,93% des suffrages aux élections législatives de 2006 et 5,7% en 2010, étaient devenus lors du scrutin législatif de 2018, le troisième parti du pays avec 17,53% des suffrages. Alors que l'économie et l'Etat-providence constituaient dans le passé les principaux enjeux des scrutins législatifs, les thèmes de la loi, de l'ordre et de l'immigration sont devenus prédominants. Les Démocrates de Suède sont parvenus à imposer leur agenda électoral ainsi que leur vision de la réalité, leur dirigeant, Jimmie Akesson, martelant l'idée que l'immigration, notamment des musulmans, constitue une menace pour l'identité nationale et pour la sécurité du pays et qu'elle doit donc être contenue.

Les sociaux-démocrates ont longtemps été fermes sur l'accueil des migrants notamment parce qu'ils voyaient dans ces derniers une menace sur les salaires alors que les partis de droite plaidaient pour une ouverture des frontières. Dans les années 2010, les sociaux-démocrates ont défendu une politique de l'asile plus généreuse. Ainsi, 240 000 demandeurs d'asile sont arrivés en Suède entre 2014 et 2015. Actuellement, environ 20% des 10,5 millions d'habitants de la Suède sont nés à l'étranger, les Syriens représentant le groupe le plus important.

Les difficultés d'accueil (problèmes de logement) et la montée du sentiment d'insécurité ont amené un durcissement de la politique du gouvernement social-démocrate qui a finalement mis en place un retour du contrôle aux frontières et procédé à des expulsions. De fait, le royaume possède l'une des politiques d'immigration les plus fermes d'Europe et l'actuelle Première ministre, Magdalena Andersson, a fait de la lutte contre le travail illégal des étrangers sa priorité. Face à la montée des Démocrates de Suède dans les urnes, les principaux partis politiques ont affiché leur volonté de durcir la politique d'immigration, le Parti social-démocrate surenchérissant sur les propositions du Parti des modérés et inversement, tous convaincus

que les Suédois réclamaient une plus grande fermeté. Résultat : la politique prônée par ces partis est devenue illisible, ce qui crée beaucoup de confusion auprès des Suédois, et les Démocrates de Suède ont continué de progresser dans les urnes, les électeurs préférant toujours l'original à la copie.

Jimmie Akesson (DS) renvoie gauche et droite dos-à-dos : « *Fredrik Reinfeldt (M), Premier ministre de 2006 à 2014, les a amenés ici, Magdalena Andersson leur a donné des avantages et les Démocrates suédois vont les enfermer et les expulser du pays* » affirme-t-il à propos des immigrés présents dans le pays. Il a entrepris une véritable politique de dédramatisation de son parti remplaçant la flamme qui figurait sur son logo par une anémone, il a fait adopter un code de conduite qui interdit toute déclaration raciste et il a intégré dans l'idéologie du parti la défense du *folkhem*, Etat-providence suédois, et des acquis sociaux, le respect des droits des femmes et des minorités.

Il accuse le Parti social-démocrate de laisser tomber l'Etat-providence en ruine et affirme pouvoir sauver la situation en réalisant des investissements à grande échelle en les finançant par la baisse des aides sociales et par une politique migratoire différente. Il souhaite réserver les bénéfices de l'Etat-providence aux seuls citoyens suédois et à ceux qui contribuent à cet Etat-providence.

La question de l'identité suédoise constitue indéniablement un thème majeur de la campagne électorale des élections législatives du 11 septembre 2022.

La Première ministre, Magdalena Andersson, a ainsi ouvert la campagne du SAP avec le slogan : « *Une Suède qui ressemble le plus possible à la Suède* ». « *J'aime la Suède et je suis fière d'être suédoise* » a-t-elle déclaré dans un discours prononcé au festival d'Almedalen en juillet dernier. Elle a cité « *la confiance, la solidarité et l'ardeur au travail* » comme les valeurs suédoises qui lui sont le plus chères, mentionnant aussi le sens du devoir, l'égalité, l'État de droit. « *Nous sommes un pays où les hommes prennent des congés maternité et s'occupent des enfants et où les femmes travaillent et peuvent devenir Première ministre* ».

La cheffe du gouvernement a utilisé 71 fois les termes « *suédois* » ou « *Suède* » en une demi-heure de discours. « *Plus que des opinions différentes sur le nombre de prisons dont nous avons besoin, ce qui est en jeu pour ces élections législatives, ce sont les valeurs de la Suède, le type de pays que nous voulons* » a-t-elle encore souligné.

Le festival politique d'Almedalen se tient tous les ans au début de l'été dans la ville médiévale de Visby située sur l'île de Gotland. Moment fort de la vie politique suédoise, il réunit les responsables politiques, les journalistes, les syndicalistes, les décideurs et l'élite suédoise qui échangent entre eux et avec le public. Environ 40 000 personnes y assistent chaque année. Auparavant d'une durée de huit jours, il a été réduit cette année à cinq jours.

A l'issue du discours de Magdalena Andersson, Jimmie Akesson lui a comme répondu en présentant une liste de 100 points de son programme, fortement centré sur la lutte contre l'immigration et le renforcement des mesures contre le crime organisé. Les Démocrates de Suède accusent le gouvernement d'être trop laxiste et mettent régulièrement en avant les violences causées par les étrangers. Selon eux, la société doit être monoculturelle, le progrès et les valeurs de liberté et d'égalité ne pouvant prospérer que dans une communauté de mœurs homogène aux frontières bien définies. Ils défendent ce qu'ils appellent la « *suédictité ouverte* » (*öppen svenskhet*) qu'ils présentent comme une option alternative à l'universalisme social-démocrate.

UN PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE DOMINANT MAIS FRAGILISÉ

Le Parti social-démocrate essaie de revenir à ses racines, c'est-à-dire de préserver l'État-providence, tout étant ferme sur les questions d'immigration et de sécurité. Il s'est fixé trois priorités : reprendre le contrôle démocratique sur les écoles, le système de santé et les maisons de retraite ; faire de la Suède la championne mondiale de la transition écologique et combattre la ségrégation et la guerre des gangs que le pays ne parvient pas à faire cesser.

Les privatisations sont au cœur du débat public. Le retrait de l'État de certains secteurs essentiels a entraîné des inégalités et a généré un sentiment d'insécurité sociale et économique que les sociaux-démocrates n'ont pas voulu voir et à laquelle ils n'ont pas répondu. Enfin, « *la ségrégation est si forte que nous avons deux sociétés parallèles en Suède. Nous vivons dans le même pays mais dans deux réalités différentes* » a souligné Magdalena Andersson qui a admis que la Suède avait échoué à intégrer les immigrants qu'elle a accueillis. « *Nous sommes le parti des travailleurs mais nous avons pris les gens ordinaires et les travailleurs pour acquis. Nous avons pensé qu'ils n'iraient jamais nulle part ailleurs et nous avons essayé de gagner les voix de la classe moyenne, notamment dans les grandes villes, ce qui nous a conduits à nous déconnecter de notre base* » analyse Tobias Baudin, actuel secrétaire du SAP.

Un rapport du Conseil suédois pour la prévention de la criminalité a montré que seule la Croatie a enregistré davantage de décès par arme à feu par habitant au cours des quatre dernières années que la Suède sur vingt-deux pays européens. Les violences se sont longtemps limitées aux banlieues des trois plus grandes villes – Stockholm, Malmö et Göteborg – mais elles touchent dorénavant les petites villes. Depuis le début de l'année 2022, 44 personnes ont été tuées par balle en Suède (46 en 2021). Selon l'Institut de la société, de l'opinion et des médias de l'université de Göteborg, cette criminalité constitue la préoccupation principale des Suédois pour la première fois (41%). « *La violence et la criminalité sont sûrement le point faible du gouvernement* » indique Nicholas Aylott, professeur associé de sciences politiques à l'université de Sodertorn.

Magdalena Andersson met en garde contre la formation d'un gouvernement positionné « *très à droite* » en cas de victoire des différents partis de droite : « *un gouvernement qui stopperait la transition écologique et qui tirerait profit du système scolaire* » dans « *une Suède où les groupes sociaux seraient dressés les uns contre les autres, un pays où les divisions sociales et la polarisation iraient croissantes, où le nombre de yachts augmenterait mais où celui des conseillers*

scolaires diminuerait et où la confiance de chacun pour son prochain et de chacun à l'égard de la société serait entamée ».

La question de l'arrêt de la privatisation des écoles (*Stoppa vinstjakten*, soit « Stop à la poursuite des profits dans les écoles ») est au cœur de l'actualité. En 1991, le pays a décentralisé et privatisé en partie son système éducatif pour en améliorer la qualité et l'efficacité. Les résultats n'ont cependant pas été au rendez-vous : si l'on en croit les comparaisons internationales, les résultats scolaires des jeunes Suédois sont de moins en moins bons et la ségrégation scolaire de plus en plus importante. Les écoles gérées par des compagnies privées et créées après la réforme de 1991 sont financées par les pouvoirs publics (les municipalités donnent un chèque scolaire à la famille qui veut inscrire son enfant dans le privé). La réforme de 1991 a été dévoyée, permettant à certains de faire du profit avec l'éducation des enfants ; elle a également permis le développement des écoles religieuses. Bien loin des objectifs de la réforme.

Selon une enquête réalisée par l'institut SM pour l'université de Gothenburg, sur la côte ouest du pays, les deux tiers des Suédois (67%) sont favorables à l'interdiction de ces écoles privées. La limitation de ces écoles est l'un des premiers objectifs des sociaux-démocrates.

La législature sociale-démocrate qui s'achève a suivi un cours tortueux. Tout d'abord, pas moins de 131 jours ont été nécessaires après le scrutin du 9 septembre 2018 pour parvenir à former un gouvernement. Le 19 janvier 2019, Stefan Löfven (SAP) a été reconduit au poste de Premier ministre avec le soutien du Parti du centre (C) et du Parti de gauche, deux partis qui refusaient le rapprochement du Parti des modérés et celui des Chrétiens-démocrates avec les Démocrates de Suède. Le gouvernement comprenait alors les sociaux-démocrates et les écologistes du Parti de l'environnement-Les Verts.

En juin 2021, le Parti de gauche retire son soutien au gouvernement en réaction au projet de suppression du contrôle des loyers pour les logements neufs. Le 21, Stefan Löfven est victime d'une motion de censure,

une première dans le pays. Il démissionne le 28 juin mais il est, une nouvelle fois, reconduit à la tête du gouvernement le 7 juillet. Sa nouvelle équipe obtient la confiance de 116 élus, 173 députés votant contre et 60 s'abstenant. A noter que le système suédois ne requiert pas l'obtention d'une majorité absolue en faveur de la confiance mais seulement l'échec du vote contre à la majorité absolue (qui s'établit à 175 députés).

Affaibli, le Premier ministre Stefan Löfven annonce qu'il ne se présente pas à sa succession à la direction du SAP en novembre 2021 et qu'il envisage de quitter ses fonctions à la tête du gouvernement après l'élection de son successeur, ce qu'il a fait effectivement le 10 novembre. Magdalena Andersson est investie le 24 novembre par 117 suffrages, contre 74 et 57 abstentions, grâce à la signature d'un accord avec le Parti de gauche sur l'augmentation des plus faibles retraites. Le Parti du centre, opposé à cette mesure, retire son soutien au gouvernement. Le gouvernement de Magdalena Andersson, minoritaire, se retrouve dans l'impossibilité de faire adopter son projet de budget. Le *Riksdag* vote alors le budget élaboré par l'opposition de droite avec les Démocrates de Suède. La Première ministre est alors contrainte de démissionner à la suite du départ du gouvernement du Parti de l'environnement-Les Verts, les écologistes s'opposant à gouverner avec le budget issu des forces de droite. La Première ministre est réinvestie le 29 novembre et elle forme un gouvernement composé des seuls sociaux-démocrates.

Enfin, il y a quelques semaines, une motion de censure, initiée par les Démocrates de Suède, a été déposée contre Morgan Johansson, ministre de l'Intérieur et de la Justice, accusé de laxisme face au crime organisé, un fléau qui, ces dernières années, a pris de l'ampleur dans une Suède peu habituée à de telles violences. Les DS ont tenté de faire chuter le gouvernement à quelques semaines des élections et de générer une crise politique. Ils ont cependant échoué, de peu, à une voix près, celle de la députée indépendante (et ancienne élue du Parti de gauche) Amineh Kakabaveh.

OÙ EN EST LA DROITE DE GOUVERNEMENT ?

Le dirigeant du Parti des modérés, Ulf Kristersson, a soutenu la motion de censure, accusant Morgan Johansson d'être inefficace contre le crime organisé. Le Parti des modérés fait campagne avec le slogan *Mettons de l'ordre en Suède maintenant* ; il se veut « *ferme sur le crime et sur les causes du crime* » qui, pour la formation, sont « *la dépendance à l'aide sociale, l'échec scolaire et l'attrait pour l'argent facile* ». Le parti affirme qu'il doublera, voire quadruplera, les peines de prison infligées aux criminels. Ulf Kristersson sait parfaitement que sa seule chance de gouverner réside dans une alliance avec les Démocrates de Suède. Le leader de la droite de gouvernement a exclu que ces derniers participent à un gouvernement qu'il dirigerait mais les populistes pourraient soutenir un tel gouvernement au parlement. La rupture du cordon sanitaire a eu lieu en Suède le 20 janvier 2020 lorsque le dirigeant modéré s'est déclaré prêt à coopérer avec les populistes qui, selon lui, ont changé au cours des dernières années. Ulf Kristersson aime à rappeler que des partis populistes de droite ont participé à des gouvernements en Norvège (Parti du progrès, FrP) et en Finlande (Vrais Finlandais, PS) et que des gouvernements danois ont dirigé le pays avec le soutien du Parti du peuple (DF).

Le Parti des modérés s'est également positionné sur le coût de la vie, qu'il voit comme l'autre sujet crucial de la campagne. Il qualifie le scrutin de *bokstval*, soit d'élection du portefeuille. Il promet qu'il n'augmentera pas les taxes et dénonce les 46 hausses d'impôts réalisées par les sociaux-démocrates au cours de la dernière législature. Ulf Kristersson affirme que la Suède, après huit années de gouvernement social-démocrate, possède la croissance la plus faible de l'Union européenne et le huitième taux de chômage le plus élevé : « *700 000 personnes qui sont arrivées dans le pays n'ont pas les moyens de vivre décemment et elles coûtent 132 milliards de couronnes par an à l'Etat-providence* ». Il répète que son parti dispose, avec les Libéraux, les Chrétiens-démocrates et les Démocrates de Suède d'une coalition viable et prête à gouverner à l'inverse du Parti social-démocrate dont

les alliés, notamment le Parti du centre et le Parti de gauche, sont peu sûrs.

LE SYSTÈME POLITIQUE SUÉDOIS

La Suède possède un parlement monocaméral, le *Riksdag*, qui compte 349 membres élus tous les quatre ans au scrutin proportionnel. Le pays est divisé en 29 circonscriptions électorales (une par comté, celles de Stockholm, de Scanie et de Västra Götaland étant sous-divisées), qui élisent 310 députés (11 en moyenne, de 2 à 43 élus par circonscription). Les suffrages des électeurs sont répartis selon la méthode modifiée de Sainte-Lagüe avec un premier diviseur de 1,4.

Les 39 autres sièges, appelés sièges compensatoires, sont répartis entre les différents partis afin d'assurer la représentativité la plus exacte possible du vote au niveau national. Les candidats élus à ces sièges compensatoires sont ceux dont le parti bénéficie du plus fort reste dans les circonscriptions. Pour prendre part à la distribution de ces sièges compensatoires, un parti doit avoir recueilli 4% des suffrages exprimés au niveau national ou 12% au sein d'une circonscription donnée.

Les électeurs peuvent voter pour un parti ou effectuer un vote préférentiel en faveur de l'un des candidats figurant sur les listes qui leur sont proposées par les partis et, par conséquent, peser sur l'attribution des sièges. Lors du dépouillement, on détermine le nombre de sièges remportés par chaque parti avant de déclarer élus les candidats de chaque liste ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages sur leurs noms propres.

8 partis politiques sont représentés dans l'actuel *Riksdag* :

- le Parti social-démocrate (SAP), fondé en 1889 et emmené depuis novembre 2021 par la Première ministre sortante Magdalena Andersson, a dominé la vie politique suédoise durant plus de 70 ans. Il compte 100 élus ;

Élections législatives en Suède

11 septembre 2022

- le Parti des modérés (M), parti libéral créé en 1904 et conduit par Ulf Kristersson, possède 70 sièges ;
- les Démocrates de Suède (SD), parti populiste de droite fondé en 1988 et dirigé par Jimmie Akesson, compte 62 députés ;
- le Parti du centre (C), ancien parti agrarien créé en 1913 et emmené depuis 2011 par Annie Lööf, possède 31 sièges ;
- le Parti de gauche (V), parti de gauche radicale conduit depuis 2012 par Nooshi Dadgostar, rassemble 28 élus ;
- les Chrétiens-démocrates (KD), parti fondé en 1964 et dirigé par Ebba Busch Thor, possède 22 sièges ;
- les Libéraux (L), fondés en 1934 et emmenés par Johan Pehrson, compte 20 députés ;
- le Parti de l'environnement-Les Verts (MP), créé en 1981 et représenté par ses porte-paroles Per Bolund et Märta Stenevi, possède 16 sièges.

Rappel des résultats des élections législatives du 9 septembre 2018 en Suède**Participation : 87,18%**

| Partis politiques | Nombre de voix obtenues | Pourcentage des suffrages recueillis | Nombre de sièges |
|--|-------------------------|--------------------------------------|------------------|
| Parti social-démocrate (SAP) | 1 830 386 | 28,26 | 100 |
| Parti des modérés (M) | 1 284 698 | 19,84 | 70 |
| Démocrates de Suède (SD) | 1 135 627 | 17,53 | 62 |
| Parti du centre (C) | 557 500 | 8,61 | 31 |
| Parti de gauche (V) | 518 454 | 8 | 28 |
| Chrétiens-démocrates (KD) | 409 478 | 6,32 | 22 |
| Les Libéraux (L) | 355 546 | 5,49 | 20 |
| Parti de l'environnement-Les Verts (MP) | 285 899 | 4,41 | 16 |
| Autres | 99 137 | 1,53 | 0 |

Source : [Site internet des élections en Suède](#)

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.